

# LIONEL ZINSOU

Directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum

**Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum**

Lionel, je vous laisse la parole.

## Lionel Zinsou

Merci, Amir. Bonjour à tous et merci de donner cette place constante, dans la WPC, à l'Afrique. Cher Amir, je pense que malheureusement, sur les 20 dernières années, il y avait déjà eu un ralentissement à partir du deuxième semestre 2014 où l'on a une rupture des prix des matières premières. À peu près toutes les matières premières, mais surtout minérales, surtout les hydrocarbures. Nous avons donc commencé à ralentir en termes de croissance économique. Néanmoins, pour les pays producteurs de matières premières minérales, c'était patent. Par exemple, tous nos frères d'Afrique centrale étaient véritablement dans des situations de finances publiques, de devises extrêmement difficiles, l'Afrique du Sud ralentissait de façon importante, etc. En revanche, les économies les plus diversifiées, plus agricoles, plus tournées vers les services avaient plutôt une embellie. Par exemple, dans notre région proche du Bénin, l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain, ou bien au Kenya, en Ouganda ou en Tanzanie, nous avons là deux poches de croissance qui résistaient bien parce qu'il s'agissait d'économies beaucoup moins dépendantes des cycles de matières premières. Globalement, cependant, il y avait un ralentissement.

Les chocs ont été exceptionnels. Il y a le choc du Covid, c'est vrai, mais post-première vague du Covid, vous avez une espèce de catastrophe inflationniste qui précède la guerre en Ukraine et qui a des conséquences vraiment importantes, notamment sur les finances publiques, notamment aussi sur les marchés financiers où l'inflation touche certes l'alimentation, certes l'énergie, certes la logistique. Cela fait beaucoup, notamment pour les familles, pour les ménages, parce qu'une différence entre les pays riches et les pays en développement, c'est quand même que le budget alimentaire des ménages, c'est près de 50 % de la dépense des ménages. Quand vous avez des inflations, comme on les observe, entre 10 et 40 % sur l'alimentation, cela a pour effet de rebondir dans l'extrême pauvreté. Et pour la première fois, nous avons vraiment régressé dès 2021. Le Covid a donc été plutôt un petit peu moins grave en termes d'impacts économiques, - 3 % de croissance et non pas - 8 % comme en Union européenne. En revanche, 2021 a été très difficile à cause de l'inflation.

Et déjà, vous voyez s'arrêter beaucoup des flux financiers. La collecte, par exemple, pour l'investissement, pour le private equity. Tout cela est déjà ankylosé, presque paralysé en décembre 2021. À partir de la guerre en Ukraine, vous avez une aggravation de l'inflation

alimentaire, de l'inflation énergétique. Elle avait précédé, mais là, elle atteint des records. Cela fait donc tout de même beaucoup de chocs de devises. Le dollar s'apprécie contre toutes les monnaies africaines, y compris d'ailleurs les monnaies dites les plus stables. En effet, comme l'euro baisse, le franc CFA aussi baisse, le dirham baisse aussi, etc. Vous avez donc un choc de devise, ainsi qu'une collection de chocs sans précédent.

De ce fait, le narratif de la fin des années 1990 s'arrête un peu autour de 2014 et s'aggrave beaucoup. Nous sommes dans une sorte de rebond, bien que nous ayons eu une récession limitée. C'est vrai, le deuxième semestre 2022 n'est pas mauvais. En effet, dans notre pays, nous avons fait plus de 2 % de croissance pendant le Covid et nous rebondissons après n'avoir pas véritablement autant régressé que les autres. Lorsque l'on qualifie la croissance, il faut toujours se rappeler qu'il y a 3,5 % de croissance démographique. Ainsi, lorsque l'on fait - 2 %, c'est le moins mauvais des élèves du monde, mais comme il y a 3,5 % de croissance démographique, c'est quand même une régression par tête qui est significative.

Maintenant, ça ne doit rien changer à regarder la trajectoire de longues périodes. Vous l'avez d'ailleurs tout de suite évoqué en parlant de la démographie, et je pense que chacun aura envie d'en parler, ça reste un atout considérable à cause du poids des jeunes actifs. Et avec un vrai modèle économique, d'un bout à l'autre de l'Afrique, beaucoup fondé sur l'industrialisation et la productivité accrue de l'agriculture, tout cela étant totalement cohérent, nous avons en fait quelque chose qui est apparu pendant ces 3-4 dernières années de crise, qui est une espèce de modèle de croissance forte, de high growth ; quelque chose qui va nous conduire à des croissances à deux chiffres. La démographie est importante, la clarté de la vision et le changement profonds des allocations sectorielles financières ; tout cela est maintenant très clair. Et le changement climatique qui a eu des effets catastrophiques en Afrique comme ailleurs, et même peut-être un petit peu plus, rend néanmoins un certain nombre d'actifs de l'Afrique beaucoup plus valorisés, ce qui va soutenir ce modèle de croissance.

Je suis très optimiste à long terme et on va repartir du narratif du début des années 2000. Cependant, à court terme, il va falloir passer 2024-2025 avec une asphyxie financière. Et là, nous allons avoir besoin des experts qui sont là pour arriver à dominer ces deux années terribles.